



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

1 rue Guy Mocquet
71 100 Chalon-sur-Saône

Références : Références : CL/NM/2023/M_127
Code AIOT : 0005401249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté à Chalon-sur-Saône (71 100), 1 rue Guy Mocquet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans une procédure d'instruction assez large relative à plusieurs porteurs à connaissance déposés par AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE en 2021 et 2022. Elle s'est attachée également à examiner les éléments apportés en mémoire en réponse au précédent rapport de visite d'inspection du 31 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Raison sociale : AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)	Régime : Autorisation
Adresse : 1 rue Guy Mocquet 71100 Chalon-sur-Saône	Statut Seveso : Seveso seuil bas
Code AIOT : 0005401249	IED : Non

L'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Chalon-sur-Saône est spécialisé dans la production et commercialisation de gaz industriels de haute pureté destinés au processus de production des semi-conducteurs. Positionné sur un marché très porteur depuis que plusieurs Etats européens ont décidé d'en sécuriser l'approvisionnement, l'exploitant voit se dessiner de remarquables perspectives de croissance et s'est résolu à adapter son outil industriel pour répondre aux futurs besoins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porters à connaissance : PAC du 7 octobre 2021, PAC 4718-1 du 21 avril 2022, PAC 4620 du 21 avril 2022, PAC 4735 du 21 avril 2022, PAC C3C du mars 2022 ;
- Suites de l'inspection du 31 décembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	INSP 2021 -Traitement des effluents gaz issus de la distillation de la colonne C5	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.5.3	Sans objet
8	INSP 2021 - Extraction d'air de sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.5.2.4 et 8.6.2.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	COQ - Réseau public d'eau potable - Prélèvement maximal	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 4.1.1.	Prise d'acte
2	PAC d'une modification notable en date du 7 octobre 2021	Code de l'environnement, article L.181-14	Prise d'acte
3	PAC de modifications notables des 8 mars et 21 avril 2022 (1/2)	Code de l'environnement, article R.122-2	Sans objet
4	PAC de modifications notables des 8 mars et 21 avril 2022 (2/2)	Code de l'environnement, article L.181-14 et R.181-46	Sans objet
5	INSP 2021 - Comportement au feu du local A 103	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.5.1.1 et 8.6.1.1	Sans objet
6	INSP 2021 - Rétentions afférente à la colonne C5 et ses annexes	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.5.1.2	Prise d'acte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des non conformités et demandes de compléments issues de l'inspection de 2021 ont globalement bien été considérées par l'exploitant.

Une question demeure sur le caractère substantiel de plusieurs modifications qui, cumulées, laissent une très faible marge d'appréciation. Consciente qu'un basculement en procédure environnementale immobiliserait, pendant toute sa durée d'instruction, le développement d'autres projets structurants, l'inspection demande à l'exploitant de hâter le porter à connaissance des modifications importantes qu'il envisage de produire à court terme sur son site et qui devrait entraîner sur l'ouverture d'une procédure d'autorisation environnementale.

Les éléments d'analyse sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).